



Robert Dussey en offensive diplomatique à Doha au QATAR

Le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine, Pr. Robert Dussey a effectué ce samedi 24 février une visite d'amitié et de travail à Doha où il a rencontré le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères de l'Etat du Qatar, M. Cheikh Mohamed bin Abderrahmane Al-Thani. Au menu des échanges entre les deux personnalités, des sujets d'intérêt commun d'ordre bilatéral, notamment le renforcement de la coopération, du partenariat économique et des questions de développement.

Robert DUSSEY et Cheikh Mohamed in Abderrahmane Al-Thani se sont d'abord félicités de la qualité des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays avant d'exprimer leur volonté à œuvrer pour le renforcement de cette relation dans le domaine politique, économique, scientifique et culturel.

Les deux Ministres ont dans ce sens relevé la nécessité du renforcement de la coopération entre les secteurs privés des deux pays à travers l'organisation des visites d'échanges et de prospection des opérateurs économiques au Togo et au Qatar.

Selon le communiqué ayant sanctionné la visite, un protocole d'entente dans les domaines économique, commercial et technique ainsi qu'un accord de coopération sur la réciprocité en matière de promotion et de protection des investissements seront signés entre les deux pays en vue de dynamiser la

coopération économique.

Egalement en vue, la signature de plusieurs autres accords nécessaires au renforcement de cette coopération économique entre les deux Etats dans les domaines juridique et du transport aérien.

« Les deux parties s'engagent également à mettre en place un mécanisme de consultations diplomatiques périodiques en vue de développer cette coopération. La République togolaise et l'Etat du Qatar se sont, par ailleurs, entendus sur la signature prochaine d'un accord d'exemption réciproque de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques afin de faciliter les consultations », précise le communiqué.

David S.



Visite de travail de Faure Gnassingbé en Guinée Conakry

En sa qualité de Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO, le Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a effectué ce vendredi 02 janvier, une visite de travail en Guinée Conakry où il a été accueilli à son arrivée par son homologue guinéen Alpha Condé.

Selon une note de la Présidence de la République, les deux

Chefs d'Etat qui ont été rejoints par le Président bissau-guinéen José Mario Vaz, ont eu des discussions sur les stratégies de renforcement des liens d'amitié et de fraternité existants entre les pays de la sous-région ouest africaine.

Certaines indiscretions font également état de ce que la crise bissau-guinéenne serait également abordée au cours des échanges. Cette visite de Faure Gnassingbé intervient en effet au lendemain de l'annonce des sanctions de la Communauté sous régionale contre toutes les personnes ou organisations qui entravent le processus de sortie de crise en Guinée Bissau. Raison de plus, la présence de José Mario Vaz lors de cette rencontre avec Alpha Condé, médiateur dans la crise.

David



Des sanctions de la CEDEAO contre la Guinée Bissau

La Commission de la CEDEAO a annoncé l'effectivité des sanctions individuelles et collectives à compter de ce 1^{er} février 2018 à l'encontre de toutes les personnes ou organisations qui entravent le processus de sortie de crise en Guinée Bissau. Une annonce qui intervient à la suite d'une mission d'évaluation de la mise en œuvre des accords de Conakry et de Bissau conformément aux décisions de la session

extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO tenue le 27 janvier dernier à Addis Abeba en Ethiopie, en marge du 30^e Sommet de l'Union Africaine.

Au cours de cette session du 27 janvier, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO avait en effet invité les parties bissau-guinéennes à appliquer les accords de Conakry, faute de quoi, des sanctions individuelles et collectives seraient appliquées dès le 1^{er} février 2018.

Conduite du 31 janvier au 1^{er} février par le patron de la diplomatie togolaise et Président du Conseil des Ministres de la CEDEAO, Pr. Robert DUSSEY, la mission d'évaluation a constaté que la nomination du Premier ministre de consensus tel que préconisé par l'Accord de Conakry n'a malheureusement pas été respecté.

La mission également composée du Ministre d'Etat, Secrétaire Général de la Présidence de la Guinée, M. Naby Youssouf Kiridi BANGOURA et du Président de la Commission de la CEDEAO Marcel De Souza, a estimé que « *sans l'application intégrale de l'Accord de Conakry, notamment la nomination d'un Premier ministre de consensus et la formation d'un Gouvernement inclusif, les conditions politiques idoines ne sont pas réunies pour l'organisation d'élections crédibles, inclusives et apaisées* ».

La mission a également déploré le non respect de la liberté de réunion telle que reconnue par la Constitution de la Guinée-Bissau de même que les instruments juridiques de la CEDEAO, de l'Union africaine et des Nations Unies en la matière. Un appel a été dans ce sens lancé à toutes les autorités bissau-guinéennes de veiller au strict respect de l'état de droit, des droits de l'homme y compris la liberté de réunion.

C'est le Président de la Commission de la CEDEAO qui a été mandaté par la Conférence des Chefs d'Etat de l'organisation

sous régionale pour la mise en œuvre desdites sanctions. Il faut rappeler que depuis plus de trois ans, la Guinée Bissau est en proie à une crise politico-institutionnelle.

Bruno OBOE



Agenda chargé pour Faure Gnassingbé à Addis Abeba en Ethiopie

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé est depuis ce samedi à Addis Abeba en Ethiopie où s'ouvre ce dimanche 28 janvier, le 30^e Sommet de l'Union Africaine qui sera essentiellement consacré à la lutte contre la corruption sur le continent.

En marge des activités de ce Sommet, Faure Gnassingbé a présidé ce samedi, un sommet extraordinaire de la CEDEAO. Les dirigeants ouest-africains ont examiné le rapport du Conseil des ministres relatif à l'attribution des postes statutaires de la Commission de même que les questions relatives au financement de l'organisation sous-régionale.

Faure Gnassingbé a également eu dans la journée, plusieurs entretiens notamment avec les Présidents ivoirien Alassane Ouattara, bissau-guinéen Mario José Vaz et avec l'ancien Premier ministre du Togo et actuel Président du Fonds

International de Développement Agricole (FIDA), Gilbert Fossoun Hounbo.

« J'ai eu de fructueux échanges avec mon homologue de la Côte d'Ivoire », écrit Faure Gnassingbé sur son compte twitter. « Avec le Président bissau-guinéen Mario José Vaz, nous avons abordé la question de la crise dans son pays et la volonté des Chefs d'Etat de la CEDEAO à trouver une solution durable », ajoute-t-il.

En dehors de la question de la lutte contre la corruption, divers autres sujets (la question des migrations, la réforme de l'institution...) seront abordés par les Chefs d'Etat africains au cours de ce 30^e sommet de l'UA qui prendra fin ce lundi 29 janvier.

David



Le Togo réélu membre du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA

Le Togo a été réélu pour un second mandat au Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine (UA) pour la période 2018 – 2019. C'est à l'occasion de la 32^{ème} Session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA tenue ce 26 janvier 2018 en prélude

au 30^{ème} Sommet de l'institution qui s'ouvre ce week-end à Adiss Abeba en Ethiopie.

Cette élection est selon le patron de la diplomatie togolaise, le fruit de l'engagement du Togo pour le maintien et de la paix et de la sécurité internationale dans le monde, en général, et en Afrique en particulier.

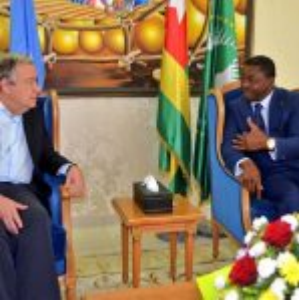
Ces dernières années, le Togo s'est en effet imposé comme l'un des principaux contributeurs africains en termes de personnels aux différentes opérations de maintien de la paix.

Le Togo avait réitéré en mars 2017, cet engagement en annonçant au Secrétaire général de l'ONU, la décision d'augmenter le nombre de ses soldats dans les opérations de maintien de la paix de même que l'engagement résolu du pays à soutenir toute action visant à garantir un monde plus sûr et épris de paix.

« Dans le cadre de ce nouveau mandat, le Togo continuera de contribuer, en tant que l'un des quinze (15) membres, de façon efficace et efficiente, aux débats et discussions du CPS dont l'objectif phare est de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique en vue d'assurer la protection et la préservation de la vie et des biens, le bien-être des populations africaines et de leur environnement ainsi que la création des conditions propices à un développement durable », a indiqué le Ministre Robert Dussey.

Il faut rappeler que le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union Africaine est l'organe chargé de faire exécuter les décisions de l'Union.

David



Le Secrétaire général des Nations Unies à Lomé

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres est en visite à Lomé où il s'est entretenu ce vendredi 26 janvier avec le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Les deux personnalités ont fait le tour d'horizon des actions communes et des stratégies des Nations Unies en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable au Togo.

Egalement au menu des échanges, les questions de paix et de sécurité notamment dans la sous-région ouest africaine. Il faut rappeler que Faure Gnassingbé est l'actuel Président en exercice de la CEDEAO.

Les entretiens se sont déroulés en présence du Premier Ministre Komi Selom Klasso, et des représentants des institutions du Système des Nations Unies au Togo.

António Guterres devra après le Togo, prendre part au 30^{ème} sommet de l'Union Africaine qui s'ouvre ce week-end à Adiss Abeba en Ethiopie.

La Rédaction



Crise bissau-guinéenne : Aristide Da Silva en visite chez Faure Gnassingbé

Le Chef de l'État Faure Gnassingbé, en sa qualité de Président en exercice de la CEDEAO, continue sa médiation pour un dénouement de la crise politico-institutionnelle dans laquelle est plongée la Guinée Bissau depuis plus de trois ans.

Faure Gnassingbé a en effet reçu en audience ce mardi à Lomé, le Ministre d'État bissau-guinéen en charge des Anciens combattants, Aristide Da Silva. Ce dernier est porteur d'un message du groupe des députés du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC) exclus du parlement de ce pays lusophone d'Afrique de l'ouest.

«Je suis venu transmettre au Président de la République Togolaise une lettre du groupe des députés du parti majoritaire exclus du Parlement. Ces députés sont également signataires de l'Accord de Conakry. Ce message consiste à demander au Président du Togo, Président en exercice de la CEDEAO de continuer à s'impliquer dans la mise en œuvre de cet accord », a indiqué Aristide Da Silva à sa sortie d'audience.

Le Ministre d'Etat bissau-guinéen s'est également félicité des « sages conseils » du président en exercice de la CEDEAO qui avait déjà reçu la semaine dernière toujours à Lomé, une délégation de la Guinée Bissau conduite par l'ancien Premier

ministre M. Carlos Correia qui avait fait le point des derniers développements de la crise notamment les difficultés de mise en œuvre de l'accord de Conakry conclut grâce à une médiation de la CEDEAO.

Cris DADA



Cap sur les réformes institutionnelles à la Commission de la CEDEAO

La Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est à l'heure des réformes institutionnelles. Le processus a fait l'objet d'échange jeudi à Lomé entre une délégation de la Commission et le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, président en exercice de l'organisation sous régionale.

Le chantier devrait s'accélérer dans les prochaines semaines avant la passation de service en mars prochain entre le nouveau président de la Commission, M. Brou Kassi nommé lors du dernier Sommet tenu le 16 décembre dernier à Abuja au Nigeria, et le président sortant M. Marcel Alain de Souza.

Selon les directives de la récente conférence des Chefs d'Etat et de gouvernements de la CEDEAO, il avait été décidé que Brou

Kassi et Marcel Alain de Souza travaillent ensemble pour la constitution de nouvelles structures avant mars 2018.

« Nous allons travailler main dans la main dans ce sens. La Commission compte diminuer certains postes. Ainsi les quinze postes de commissaires qui existaient avant vont passer à neuf. Quels sont les pays qui doivent être choisis à ces différents postes et comment va-t-on les attribuer ? Pour cela, nous devons organiser les réunions au niveau ministériel, au niveau présidentiel et ensuite faire le recrutement à ces différents postes. Les textes le prévoient et ce sont ces textes que nous allons appliquer. Il est bon que nous travaillions ensemble, pour qu'on puisse se donner un personnel de très bonne facture » a indiqué Marcel de Souza à l'issue de la rencontre avec le Chef de l'Etat.

Des orientations ont été également données au nouveau président de la Commission de la CEDEAO en vue de la préparation de la prochaine conférence de l'institution.

La situation sociopolitique bissau-guinéenne a été également abordée au cours des échanges avec une délégation de la Guinée Bissau conduite par l'ancien Premier ministre M. Carlos Correia. Les derniers développements de la crise politique dans ce pays ont été partagés avec Faure Gnassingbé qui a été par ailleurs salué pour sa médiation en faveur de la résolution de la crise.

Cris DADA



Robert DUSSEY : « La diplomatie togolaise est résolument tournée vers le pragmatisme et le résultat (...) »

Plus que quelques heures et ce sera l'année 2018. Dans une interview accordée à la presse, le Ministre des Affaires Etrangères de la coopération et de l'Intégration Africaine dresse le bilan de la diplomatie togolaise pour le compte de l'année 2017 qui s'écoule. Le Prof Robert DUSSEY a évoqué plusieurs sujets notamment l'élection du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé à la tête de la CEDEAO, les différentes actions de la diplomatie togolaise, la crise sociopolitique actuelle avant de conclure que « les togolais et togolaises seront davantage au cœur de l'agenda diplomatique 2018 ». Lisez plutôt...

Dans quelques jours une nouvelle année, occasion de dresser le bilan diplomatique du Togo. Qualifieriez-vous 2017 finissant d'une année de réussite diplomatique ?

Vous (journalistes) êtes les vrais témoins de la marche diplomatique du Togo vu de l'intérieur comme de l'extérieur (...). Chaque année est plus qu'un challenge pour nous aux affaires étrangères. Au regard de l'engagement diplomatique du Président de la République, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, 2017 finissant est une année de pragmatisme, d'audace diplomatique extrêmement riche en résultats pour le Togo.

Beaucoup d'observateurs reconnaissent que la diplomatie togolaise, est une des plus innovantes (par nombres d'initiatives et d'actions) et qui monte en flèche ces

dernières années notamment sur le plan africain...Quelles ont été les grandes actions diplomatiques menées par le Togo en 2017 ?

Ecoutez, je ne sais si la diplomatie togolaise est l'une des plus innovantes ! En revanche, je peux vous confirmer la vision diplomatique du Président de la République, celle de faire du Togo un pays plus actif dans le concert des nations et dans les décisions du monde à travers des actions pragmatiques, audacieuses et courageuses, particulièrement au profit du Togo et des peuples d'Afrique.

Evidemment, une des actions majeures de la diplomatie togolaise en 2017, est l'élection le 4 juin dernier du Président Faure Essozimna GNASSINGBE, comme Président en exercice de la CEDEAO, à l'issue du 51^{ème} Sommet de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation sous-régionale. Le Chef de l'Etat s'est engagé à faire de la CEDEAO des peuples, une réalité par la libre circulation des biens et des personnes, sans oublier les défis sécuritaires dans notre zone. Là-dessus, il a effectué des visites de terrain, et des visites dans plusieurs pays de la CEDEAO pour faire avancer de façon pragmatique et concrète l'ensemble des chantiers (Mali, Libéria, Guinée-Bissau). Les 12, 13 et 14 octobre dernier, le Président Faure GNASSINGBE a présidé avec succès la Conférence régionale sur la situation sécuritaire dans le sahel et en Afrique de l'ouest. Le Togo a dirigé la première session du Conseil d'Association dans le cadre de l'Accord d'Association entre la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la République Islamique de Mauritanie, le 27 octobre dernier, puis conduit également la mission d'évaluation de la CEDEAO les 1^{er} et 2 décembre 2017 à Bissau.

C'est donc sous le leadership du Président de la République, que le Togo a dirigé les travaux de la 52^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la

CEDEAO tenue à Abuja au Nigéria, le 16 décembre 2017.

Cette dernière session a d'ailleurs marqué plus d'un observateur dans la mesure où elle a donné un signal fort pour les réformes structurelles et institutionnelles de la CEDEAO...

Le pragmatisme affiché de la présidence togolaise de la CEDEAO est donc total. La diplomatie togolaise va donc poursuivre son mandat avec volontarisme.

Comme vous le saviez aussi, notre pays préside également le Conseil de l'Entente depuis juillet 2016 avec plusieurs réunions sous-régionales organisées à Lomé (...). Là aussi, les résultats sont encourageants.

S'agissant de la diplomatie économique, le Togo a réussi (du 13 au 17 mars 2017) avec un grand succès, la première session ordinaire du Comité technique spécialisé (CTS) de l'Union africaine sur les transports, les infrastructures transcontinentales et interrégionales, l'énergie et le tourisme. Le Togo a mobilisé tous les partenaires pour un réel engagement et le financement du développement. La deuxième édition du « Printemps de la coopération germano-togolaise » tenue du 2 au 5 avril dernier à Lomé, a permis aux politiques et hommes d'affaires Allemands, Maliens, Nigériens, Burkinabés et Togolais d'élargir leurs champs d'investissements. Cet événement qui représente une véritable plateforme d'échanges pour la promotion des affaires, marque le renforcement du lien historique entre le Togo et l'Allemagne.

Avec l'Allemagne, nous avons signé un accord de coopération financière d'un montant de 37 000 000 d'euros, environ 24 235 000 000 F.CFA. C'est là, une action concrète de la diplomatie au profit de la décentralisation, la formation professionnelle et l'énergie.

L'intégration africaine qui est une priorité diplomatique pour nous ici, a été célébrée pour la deuxième fois les 23 et 25

mai à travers une manifestation inédite « la semaine de l'intégration africaine ».

A ces actions, s'ajoutent les visites d'Etat (aux couleurs très économiques) du Président de la République, en Zambie, au Rwanda, en Egypte, en Ethiopie, au Nigéria ; mais aussi, le forum de l'AGOA qui fut également un événement majeur pour l'expansion économique du Togo.

Le Chef de l'Etat a aussi prit part au 27^{ème} sommet Afrique-France pour « le partenariat, la paix et l'émergence » à Bamako ; et au Sommet UA-UE à Abidjan.

L'année 2017 fut aussi une diplomatie proactive sur les questions de paix et de sécurité. En avril, le Togo a présidé le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA. La diplomatie togolaise s'est attelée avec énergie et habileté à répondre aux préoccupations les plus épineuses du continent...

Evidemment l'engagement du Togo dans le maintien de la paix par les Nations-Unies et la lutte contre le terrorisme sont déjà bien connus de tous.

Dans la même dynamique, le Chef de l'Etat a participé activement le 19 mai 2017 à Ryad en Arabie Saoudite, au sommet islamo-américain, avec le lancement d'un centre mondial de lutte contre le terrorisme.

Une autre action pragmatique et concrète de la diplomatie togolaise, est l'adoption du projet de résolution sur les économies nouvelles bleue et verte lors de la 34^{ème} Conférence Ministérielle de la Francophonie tenue les 25 et 26 novembre 2017 à Paris.

Enfin, il était très important pour nous de récompenser pour la 4^{ème} fois les hommes et les femmes qui travaillent et contribuent au rayonnement de la diplomatie togolaise – c'était lors de la cérémonie du « PRIX DE L'EXCELLENCE 2017 ».

Monsieur le ministre, on imagine que la diplomatie togolaise a été très affectée sur le plan de la coopération par la crise que vit votre pays ?

Comme tous les pays du monde, le Togo a traversé des moments difficiles ces derniers mois. Heureusement, l'une des plus grandes richesses humaines et sociales de notre pays « le dialogue » prime aujourd'hui pour une solution pacifique et consensuelle ...

Sur le plan de la coopération bilatérale, tout va bien et chacun joue parfaitement son rôle. La Chine, l'Allemagne, la France, les USA, le Japon, l'Inde, l'Egypte, la Corée du sud appuient le Togo dans des domaines variés et divers tels que le commerce, l'éducation, la santé, la décentralisation, la formation professionnelle, la protection civile, les transports, les droits de l'homme, le secteur privé, la société civile, etc.

La bonne santé de la coopération bilatérale s'est traduite par plusieurs projets de développement à travers tout le pays. Avec l'UE, l'UA, l'ONU, la BAD, le FMI, la Banque Mondiale, c'est une excellente coopération ! Vous aviez d'ailleurs été témoin de la 18^{ème} session du Dialogue Togo-UE. Tout s'était bien passé !

Pareille pour la coopération sud-sud sur laquelle le Togo table de plus en plus avec de nouvelles alliances à savoir : Lomé – Caire, Lomé – Kigali, Lomé – Abidjan, Lomé – Dakar, Lomé – Accra.

A titre d'exemple, lors de la quatrième session de la grande commission mixte de coopération Togo-Ghana tenue à Accra le 27 juillet 2017, nos deux pays ont procédé à la signature de deux accords de coopération ; le premier portant sur l'opérationnalisation et la gestion du Poste de Contrôle Juxtaposé de Noépé-Akanu et le deuxième sur la coopération sécuritaire.

Depuis lors, les frontières terrestres entre les deux pays sont ouvertes 24h/24 à la grande satisfaction des populations de la CEDEAO. Rassurez-vous tout va très bien !

Cette année votre pays a dû annuler plusieurs conférences internationales...

Les contingences de l'actualité nationale, du calendrier international et d'autres conférences l'expliquent. Mais le plus important, c'est de savoir que la diplomatie togolaise est résolument tournée vers le pragmatisme et le résultat (...) c'est pourquoi, elle prend une part très active dans les décisions du monde grâce à la vision et au leadership du Président de la République.

Lomé est connue pour sa stature de ville des rencontres internationales. Soyez rassurer, le Togo va continuer d'accueillir d'autres conférences internationales...

Dernier mot monsieur le ministre..., peut-être une idée de l'agenda diplomatique du Togo en 2018 ?

Les togolais et togolaises seront davantage au cœur de l'agenda diplomatique 2018. Pour finir, je voudrais vous souhaiter à vous-même, à tous les hommes et femmes de médias, une heureuse année de santé et de réussite, et souhaiter à tous une bonne année 2018.



Togo : L'Ambassadeur de France salue les mesures d'apaisement initiées par le Gouvernement

La situation sociopolitique actuelle du Togo a été parmi les sujets évoqués ce mardi par l'Ambassadeur de France reçu en audience par le Premier Ministre Komi Sélom Klassou. Marc Vizy a salué les mesures d'apaisement annoncées lundi par le Gouvernement avant de rappeler la position de la France, celle de voir tous les acteurs de la classe politique autour d'une table pour un dialogue de sortie de crise.

« On a noté avec satisfaction le communiqué que le gouvernement a publié hier (lundi, Ndlr) et on espère que tout le monde saisira cette main tendue et que le dialogue s'instaurera pour sortir de cette crise », a indiqué le diplomate français qui lance un appel à la retenue, de manière à ce que les trois jours de manifestation restent pacifiques.

« On espère qu'à l'issue du dialogue qui va s'instaurer, une solution sera trouvée pour mener à bien les révisions constitutionnelles de la manière la plus souple possible », a-t-il souhaité.

Le gouvernement a pris hier lundi, un certain nombre de mesures d'apaisement au rang desquelles, l'ouverture prochaine à Lomé d'un dialogue entre les acteurs de la classe politique. Une annonce qui intervient au moment où l'opposition renoue avec les manifestations de rue (les 07, 08 et 09 novembre) pour continuer d'exiger des réformes politiques, notamment le retour à la Constitution originelle de 1992.

Cris DADA